



**Théodore Mbainaissem**

**Action Positive pour l'Environnement et le Développement en Afrique Centrale  
- APEDAC**

**[apedac2001@yahoo.fr](mailto:apedac2001@yahoo.fr) -[theo\\_ponce@yahoo.fr](mailto:theo_ponce@yahoo.fr)**

## **Les TIC comme stratégie pour la prise en compte du Genre dans les Mouvements Sociaux au Tchad**

### **I Introduction**

Victimes des préjugés et des pesanteurs sociales culturelles, la femme est un être qui n'est pas stable dans le milieu où elle vit. Elle est un être qui se cherche, qui essaye toujours de voir la lueur de l'espoir, l'espoir d'être éduquée, de mener une vie décente, de se soigner normalement, de profiter aussi bien que l'homme des richesses que génèrent les ressources de son pays, de jouir correctement des fruits de son travail, d'occuper des bons postes, de participer à la vie politique de son pays et de se faire respecter. Cet espoir tant convoité ne peut se faire qu'collectivement sans discrimination et préjugés. L'espoir ne peut être possible que grâce à une lutte efficace, sensée et organisée. Le chemin est encore loin, truffé d'embûches, pénible mais au fil des efforts accessibles.

Pour parvenir au bout du tunnel, toute femme quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vient ne doit pas rester les bras croisés et attendre à ce que la providence fasse le travail. C'est un travail de fourmi qui aboutira certainement au bout d'un bon effort. La femme et en occurrence la femme africaine doit profiter du cadre qu'offre les mouvements sociaux pour améliorer ces conditions de vie économique, de participer à la vie politique de son pays, de faire partie du cercle de prise de décision en un mot, lutter pour ces droits.

On constate encore aujourd'hui, que la femme est prise comme un objet de valeur qu'on peut échanger contre l'argent, de s'en servir comme on veut sans son consentement et même de l'utiliser comme bête de somme dans les durs travaux champêtres. Cette pratique loin d'être terminée s'étale encore de nos jours dans certains pays africains. Cependant deux avènements majeurs ont contribué à l'amélioration des droits de la femme en Afrique. L'avènement de la démocratie en Afrique instauré en 1990, la conférence de Beijing tenue en 1995. Ces deux événements ont contribué loyalement à l'amélioration de la condition de vie des femmes africaines. Elles sont de plus en plus associées dans les affaires politiques de leurs pays et nommées à des hautes fonctions. Un net progrès est observé actuellement de ce côté mais beaucoup reste à faire encore à savoir être associées aux questions de développement de leurs pays.

Le monde est en évolution constante mais on remarque que les femmes ne sont pas pleinement entrées dans le développement où l'ignore presque. L'intégration de la femme dans le développement est encore loin d'être une réalité. Vivre au rythme du développement, c'est savoir

utiliser les technologies modernes et les mettre à profit. C'est être informé et savoir partagé l'information sur les grands axes de développement de l'heure : la mondialisation, la crise monétaire, la crise alimentaire les grandes questions de l'heure qui font bouger le monde mais qui ne sont que l'affaire des élites. Autant de questions qui nous amènent à réfléchir sérieusement sur l'intégration du genre dans les mouvements, le rôle que doivent jouer les femmes au sein de ces mouvements et l'impact que produisent les mouvements sociaux sur l'égalité de genre. Nous tenterons d'apporter des clarifications à ces points et comment les mesurer en nous basant sur l'exemple du Tchad.

## **II – Les mouvements sociaux et la prise en compte du genre**

Le terme pris en compte du genre indique les rapports socioculturels et de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein d'une collectivité donnée, bref dans une nation voire dans le monde. Nous sommes sans ignorer que la dimension genre est un enjeu majeur au sein des mouvements sociaux pour une cause juste et légale et pour le développement de tout pays. Mais quel intérêt et nécessité peut-on avoir en introduisant les questions de la prise en compte du genre dans les mouvements sociaux. Même dans les mouvements sociaux supposés favorables pour le genre, on constate que la discrimination règne toujours et que le genre n'est pas suffisamment pris en compte. Il serait important de montrer combien la prise en compte du genre est capitale pour la promotion des droits humains, de comprendre la dynamique de développement, de lutter contre la pauvreté, de lutter contre toutes les formes de violences dont sont victimes les femmes et d'amener la société vers la justice et la légalité. Une société où, on ne juge pas les gens par rapport à leur appartenance génétique mais plutôt à leur personnalité et à l'effort que chacun mène pour un monde meilleur.

Au Tchad, on constate encore que les femmes malgré les progrès fulgurants observés depuis l'avènement de la démocratie en 1990, elles sont loin de gagner la bataille contre les inégalités dont elles sont victimes.

Les pires formes d'inégalités et de violences s'observent tous les jours au Tchad. Les inégalités le plus fréquentes regardent:

- La discrimination au niveau du travail (dans le cadre du salaire, poste de responsabilité et les conditions de travail)
- La discrimination dans la gestion des ressources du pays (économique et naturelles)
- La discrimination au niveau de la santé
- La discrimination de l'accès à l'éducation
- La discrimination de l'accès à l'information

Une liste non exhaustive mais dans le cadre général, la discrimination en vers les femmes s'observent partout dans le public, dans le privé et même dans les collectivités supposées être exemptées. Pour que la dimension genre soit prise en compte au sein des mouvements sociaux, une démarche approfondie sur les expériences de terrain s'impose. Cette démarche permet de mesurer comment le genre peut être pris dans l'action des collectivités qui optent pour un changement social, de mesurer la participation des femmes et le rôle qu'elles doivent jouer et enfin comment mesurer l'impact des mouvements sociaux sur l'égalité. Voici quatre aspects proposés ici comme indicateurs pour les mesurer. Les quatre aspects que nous proposons sont les axes centraux des indicateurs. Il s'agit de l'avoir, du savoir et savoir faire, du vouloir et du pouvoir. Ces aspects ont été détaillés dans un guide méthodologique « genre et indicateurs » coordonné et rédigé par *Sophie Charlier et Lisette Caubergs* de la Commission Femmes et Développement de Belgique.

## **III – Les mouvements sociaux et la dimension genre au Tchad**

La constitution tchadienne de 1995 est très claire sur la question d'égalité entre les citoyens tchadiens. Le titre II dans ses articles 13 déclare,

### **Titre II : Des libertés des droits fondamentaux et des droits.**

**Article 13** : les tchadiens des deux sexes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi.

**Article 14** : l'état assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale.

Il a le devoir de veiller à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de femme et d'assurer la protection de ses droits dans tous les domaines de la vie privée et publique. A travers ces deux articles, nous pouvons croire que la dimension genre est prise dans son intégralité dans tous les secteurs et qu'on peut croire que le Tchad est l'un des pays où l'égalité des sexes serait un exemple. Jusqu'à là le code de la famille est resté encore dans les tiroirs et attend sa promulgation. Ce code qui semble t-il donne plus de liberté et de droits aux femmes se voit purement et simplement contesté par un groupe de religieux.

## **IV Évolution du genre au Tchad**

Le Tchad est un pays situé au cœur de l'Afrique centrale c'est un pays très enclavé qui est limité au nord par la Libye, au Sud par la le Cameroun et le Centrafrique, à l'Est par le Niger et le Nigeria et à l'Est par le Soudan. Le pays compte 1.284.000 km<sup>2</sup> pour une population de 9 270 000 habitants. Le Tchad est classé 170<sup>e</sup> sur 177<sup>e</sup> rang des pays les moins avancés (rapport de développement humain PNUD 2007-2008). 55% la population tchadienne est analphabète dont 88% sont des femmes. Rien qu'en regardant les chiffres sur le taux d'analphabétisme, nous constatons que l'intégration du genre à tous les niveaux est un problème. Que ce soit à la participation des affaires politiques, ou associative, les femmes sont présentes. Elles sont de plus en plus responsabilisées et occupent même des hautes fonctions. La prise de conscience sur les questions du genre a été effective le 24 octobre 1982. En cette date un secrétariat à la promotion féminine rattaché au ministère du travail a vu le jour. Le 24 juillet 1984 le secrétariat a été érigé à part entière. Il y'a déjà plus d'une décennie un ministère en charge des questions de genre a été mis en place. Depuis 1990 date l'avènement de la démocratie, on constate un progrès remarquable de l'intégration du genre que ce soit au niveau politique que associative. A ce jour le bilan semble être positif même si les résultats sont minimes.

Dans les hautes institutions de l'état tchadien, ont compte :

### **Gouvernement**

6 femmes ministres dont 3 ministres et 3 secrétaires d'état sur 36

### **Bureau de l'Assemblée nationale**

2 femmes sur 8 (le poste de vice présidence et questeur adjoint.

### **Conseil économique, social et culturel**

2 femmes sur 6 (vice président est une femme)

### **Conseil constitutionnel**

1 femme sur 9

### **Cour suprême**

1 femme sur 15

### **Haut conseil de la communication**

0 femmes

### **Haute cour de justice**

0 femmes

## **4.1 Actions des femmes tchadiennes en faveur de leurs droits**

Les femmes prennent de plus en plus conscience et participent activement dans les mouvements sociaux. Malgré les obstacles, le bilan des activités laisse à espérer un devenir meilleur de la femme tchadienne et, partant de la société tchadienne toute entière. L'année 1990 a été aussi décisive pour les mouvements sociaux. Depuis 1990, la société civile tchadienne avait lancé la machine de combat. Des groupements et associations de femmes se sont mis en place. Ce processus de combat mis en place par les femmes bien que lent et timide parviennent à porter du fruit actuellement. La vraie prise de conscience n'est pas encore arrivée dans les mouvements sociaux au Tchad. Cependant depuis 2000, les actions des femmes se font ressentir au Tchad. Ces démonstrations de force des femmes tchadiennes se sont observées au moment de la marche nationale des femmes en commémoration de la marche mondial de New York en 2000. Une liste de revendication a été adressée au gouvernement. Il y a aussi la manifestation organisée par les femmes devant l'ambassade de France pour exprimer leur mécontentement face au résultat des élections présidentielles. Cette manifestation s'est soldée par une descente musclée de la police tirant à tout bout de champs des grenades lacrymogènes. Beaucoup de femmes victimes de cette manifestation porteront les stigmates. Cette tragédie était survenue face à l'assassinat d'un jeune militant du parti politique l'UDR, face à une bavure des forces de l'ordre.

## **4.2 Actions des femmes tchadiennes pour le développement**

**Action 1** : une grande sensibilisation à travers les différentes organisations féminines avait été organisée dans le tout le pays pour la participation des femmes à l'élaboration du code la famille, qui malheureusement se trouve encore dans les tiroirs.

**Action 2** : dans le cadre de l'éducation, les associations féminines ont été à pied d'œuvre pour sensibiliser les parents et l'opinion nationale pour ce qui est de la nécessité d'envoyer les filles à l'école. Cet travail a été remarquable compte tenu du nombre des filles dans les établissements scolaires et universitaires.

**Action 3** : en matière d'emploi, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), avait motivé les femmes à mener des actions qui ont contraint le gouvernement à retoucher le code de travail en 1996 et la convention collectives générale révisée en 2002. Cette révision prend en compte les préoccupations des femmes conformément à certaines dispositions de la convention sur la CEDEF. On constate toujours une insuffisance de femmes aux postes de responsabilités. Elles sont astreintes à des taches dits féminins (santé, affaires sociales, éducation, secrétariat) Elles sont nombreuses dans les postes de contractuels et de décisionnaires de la Fonction Publique. Par rapport à ce constat, des sensibilisations ont été menées à l'endroit des gouvernants et du patronat pour le recrutement des femmes. Ceci dans le cadre de la discrimination positive prévue par la CEDEF. C'est dans ce sens qu'en 2000, un projet de loi sur le quota a été présenté à la première législature mais ce texte n'a pas été adopté.

## **4.3 De la sensibilisation aux plaidoyers pour la participation des femmes aux affaires politiques**

Des sensibilisations ont été menées à l'endroit des femmes leaders des partis politiques, des associations et des syndicats en vue de leur participation massive à la vie politique du pays lors des échéances électorales. Des plaidoyers ont été faits auprès des chefs de partis politiques en vue d'encourager les candidatures féminines aux élections législatives de 2002. Sur la trentaine de

femmes candidates aux législatives de 2002, dix ont été élues (le précédent parlement en comptait 3).

Les associations féminines ont massivement participé à la campagne de sensibilisation sur le droit à la santé de reproduction et le planning familial. Il faut également relever que la semaine nationale de la femme est le cadre idéal où toutes les sensibilisations à l'égard des femmes et des décideurs se réalisent. C'est dans cette logique que la loi n°006/PR/2002 portant promotion de la santé de reproduction a été adoptée en avril 2002. En outre, les plaidoyers sur le projet de loi sur le VIH/sida sont menés auprès des législateurs. Enfin, dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes, elles se sont impliquées pour arracher la modification de certaines dispositions du code pénal tchadien.

#### **IV Quels indicateurs pour la prise en compte du genre dans les organisations féminines au Tchad face aux obstacles**

Les mouvements sociaux au Tchad rencontrent souvent des difficultés qui les empêchent de progresser. Voici quelques obstacles dont ils font face. Les obstacles sont d'ordre individuels et collectifs.

##### **Individuel**

**Manque de prise de conscience individuelle :** Beaucoup d'entre elles sont réticentes à participer aux activités des associations qu'elles ont elles-mêmes mises en place parce que, pour elles, ces organisations sont plutôt une affaire d'homme.

**Le découragement et le culte de l'infériorité face à l'homme :** En croyant que les organisations sont les affaires des hommes, et que les femmes ne peuvent pas en faire partie laisse à voir que les femmes se sentent toujours inférieures aux hommes malgré l'opportunité qu'offre la constitution tchadienne.

**La réticence de l'homme face à l'engagement de leur femme dans les mouvements sociaux :** Certains hommes pensent qu'en laissant leur femme s'adhérer aux mouvements sociaux, elles ne peuvent pas s'occuper des affaires courantes de la maison, elle sera très autonome. Alors l'homme peut menacer sa femme de divorce ou la réprimander sévèrement si jamais elle s'obstine. Elle se voit purement et simplement refuser par son conjoint le droit d'appartenir à une association.

##### **Au niveau collectif**

**Finances :** le nerf de la guerre comme on le dit c'est l'argent. Les mouvements sociaux au Tchad sont confrontés aux problèmes d'ordre financier. Les bailleurs de fonds sont les seuls soutiens financiers. Le plus souvent les bailleurs choisissent leurs domaines alors certaines organisations aussi efficaces qu'elles soient s'éteignent.

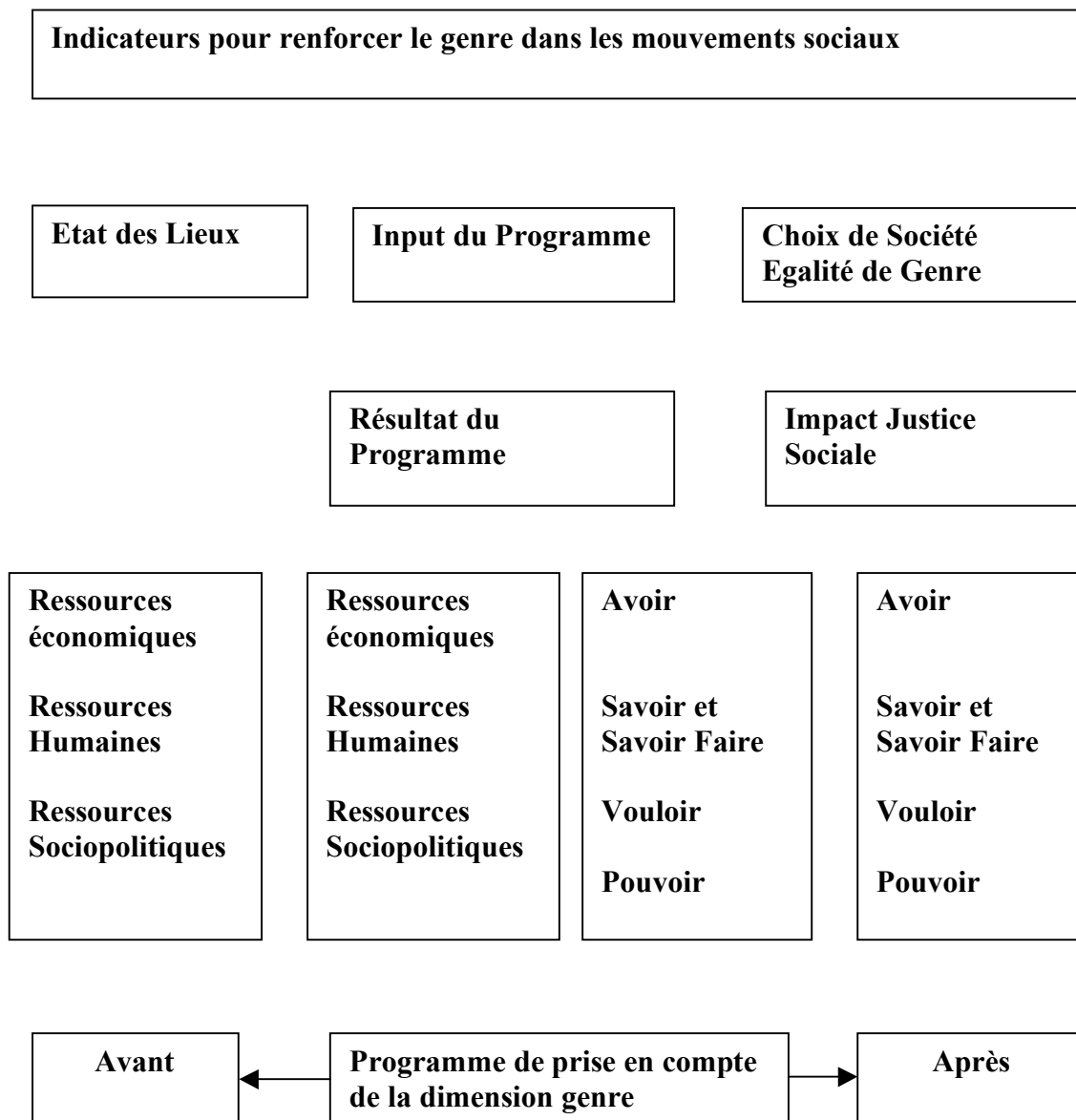
**Répartition des tâches :** La mauvaise répartition des associations féminines dans les domaines d'intervention. La plupart des associations s'orientent vers les mêmes activités qui s'embent être d'actualité.

**L'obscurantisme :** la plus grande partie des femmes qui militent au sein des mouvements sociaux au Tchad n'ont pas poussé très loin les études. L'analphabétisme des femmes entraîne la méconnaissance des textes relatifs aux droits de la femme.

**Le culte de la personnalité** : certaines femmes qui ont fait des hautes études ont tendance à négliger les autres moins poussées dans les études. Elles n'en font qu'à leur tête et gèrent l'association à leur manière.

**La gestion de l'information** : la mauvaise gestion de l'information fait partie des grands obstacles au sein des associations féminines. Les associations féminines sont mal informées et ne cherchent pas les informations. Celles qui en détiennent les confisquent.

## 5.1 Tableau



## 5.2 Commentaires sur les indicateurs relatifs au tableau

Ce tableau peut intéresser aussi bien les indicateurs du point de vue individuel que collectif. Ce qui nous intéresse ici est plus collectif (mouvement sociaux). Pour mesurer la prise en compte du genre dans les mouvements sociaux, nous aurons besoin de bien comprendre ce tableau ci-dessus. Les

indicateurs mesurables regardent : les ressources économiques, les ressources humaines et les ressources sociopolitiques.

Ce tableau renferme les informations nécessaires pour renforcer le genre dans les mouvements sociaux et indique quel est le rôle que les acteurs doivent jouer. Il explique aussi l'impact du genre dans les questions d'égalités. Ainsi donc, si nous partons de cette base, tout changement social est partie d'un constat, d'un état de lieu d'un « baseline » si nous prenons l'exemple du Tchad, ce n'est un secret pour personne que les inégalités regardent plus les femmes que les hommes. L'état des lieux « condition de vie de la femme ». Qui dit condition de vie de la femme au Tchad dit : obscurantisme, analphabétisme, pauvreté, exploitation de toutes sortes, domination, soumission, pires formes de violences. La liste est longue. Alors les femmes ont décidé de lutter contre tous ces maux en mettant au point un programme (créer des associations qui cherchent à enrayer ces maux). Ceci dans le but de créer un monde juste où règne la justice sociale, un monde où on ne juge pas la personne par son appartenance génétique. (Choix de société, égalité de genre). On se pose la question si le programme de l'intégration du genre a été un succès pour que l'égalité soit effective. En se basant toujours sur les quatre aspects et sur les mouvements sociaux au Tchad, nous pouvons analyser ces trois grands indicateurs.

**I -Ressources économiques** : les moyens financiers, la technologie, terre, construction, moyen de transport. Cet indicateur se rattache à l'avoir. Il est bien beau de créer les associations afin d'opérer un changement positif mais il faut que les associations disposent de leurs propres fonds. Le fait de disposer d'un fond propre implique l'autonomie de l'association. Elle ne dépendra pas des bailleurs qui le plus souvent choisissent un programme qui leur est propre et sont très exigeant pour déboursier. L'accès aux crédits. Est-ce que ces associations ont accès aux crédits pour financer les programmes. Les technologies. Nous sommes au 21<sup>ème</sup> siècle mais on constate qu'il y a des associations qui ne disposent que d'une table et quelques chaises pour travailler, elle ne dispose même pas d'une machine à écrire. La possession des technologies moderne (ordinateur, fax, photocopieur etc.) est un outil indispensable de travail. L'accès à l'Internet un atout majeur pour les associations mais combien d'associations féminines utilisent-elles le Net au Tchad ? Disposition d'un titre foncier, disposition d'un bâtiment propre. La plus part des associations féminines ne disposent pas de titre foncier pour implanter un bâtiment. Le plus souvent les bureaux sont installés dans les bâtiments de location qui peuvent être repris par le propriétaire à tout moment et mettre l'association dans la rue. Moyens roulants. Les moyens roulants sont indispensables pour les courses, la sensibilisation dans les autres villes. A cause des moyens financiers, disposer même d'une bicyclette n'est pas donné à tout le monde.

**Ressources humaines** : formation, accompagnement, coaching, visite d'échange. Ces indicateurs se rattachent à l'aspect savoir, savoir-faire et vouloir. Compte tenu du taux élevé de l'analphabétisme au Tchad, l'intégration du genre est difficile. La plupart des femmes qui militent dans les associations n'ont pas atteint le niveau universitaire. Il faut un nombre important de femmes de formation supérieure éclairées sur les questions clés comme droit, économie, écologie etc., pour s'imposer face aux hommes dans les mouvements sociaux, les femmes « éclairées » doivent accompagner les autres mouvements dans le monde par exemple rural à faire preuve de courage et de mieux les organiser pour le changement. Le Coaching. Les leaders charismatiques féminins dans les mouvements sociaux sont rares. A chaque fois qu'une femme cherche à s'imposer au sein d'une association, elle est aussitôt combattue par les autres. A cause de ce comportement, certaines femmes préfèrent soutenir les hommes que leurs consœurs à cause de cette rivalité. Les échanges entre les associations que ce soit du point de vu national, régional, sous-régional ou international sont inexistantes. Apprendre des autres est un signe de renforcement de ces propres capacités. A l'heure de l'Internet on n'a pas besoin de se déplacer pour échanger.

**Ressources sociopolitique :** Cet indicateur se rapporte au pouvoir -s'organiser -travail en réseau -solidarité. Cet indicateur est plus qualitatif et permet de mesurer le rapport des hommes et des femmes en tant que groupe dans les organisations et les communautés par rapport à la capacité des associations d'influencer les institutions, à la prise de décision. Ce dernier indicateur fait le plus souvent défaut au sein des associations féminines au Tchad. Elles n'ont pas le pouvoir d'influencer, elles ne s'organisent pas en réseau. Elles poursuivent les mêmes buts mais se comportent comme des associations rivales. Faire parti d'un réseau, participer aux échanges et discussions électroniques est une meilleure façon de connaître ce que font les autres aujourd'hui.

## **VI Le rôle à jouer par les femmes pour une prise en compte effectif du genre dans les mouvements sociaux.**

**Au niveau de l'avoir :** Les femmes doivent renforcer leur situation dans les mouvements sociaux (associations femmes/hommes) par rapport aux ressources économiques en améliorant le potentiel humain afin de mieux contrôler l'accès aux ressources. La condition dont les femmes et les hommes ont accès à ces ressources et on le contrôle. Ceci dans le but de réduire les inégalités qui existent entre les femmes et les hommes au sein des associations et pour les diversités sociales (classes sociales, ethnie et religion).

**Au niveau du savoir et savoir faire :** Les femmes doivent faire plus preuve d'apprentissage, de créativité, d'imagination afin de mieux gérer les associations, de mieux communiquer, de mieux réfléchir et négocier en tant qu'association. Elles doivent améliorer la qualité et les conditions de l'application des connaissances acquises. Une attention sera portée sur les inégalités par sexe, ethnie et religion.

**Au niveau du vouloir :** Le rôle à jouer est d'éveiller la prise de conscience de l'appartenance à un groupe chez les femmes au sein des mouvements sociaux. De renforcer la vision du but poursuivi, de renforcer l'engagement pris pour la réduction des inégalités.

**Au niveau du pouvoir :** Etre influentes sur les institutions (étatique, religieuse, formations, financières). Influencer les négociations relatives aux échanges commerciaux, influencer sur les lobbys, les gestions communautaires. Etre ou ne pas être dans les associations (présence)

## **VII Impact des mouvements sociaux sur les inégalités**

L'impact que peut avoir les mouvements sociaux sur les inégalités est aussi lié au quatre aspect (pouvoir, savoir, savoir-faire, vouloir et pouvoir).

**L'avoir :** Si les mouvements sociaux disposent d'avoir (accès aux fonds, aux technologies, aux moyens de transport etc.), les associations féminines peuvent réduire les inégalités qui les empêchent d'évoluer. La création des services, l'accès aux moyens de production, l'accès aux marchés peut les amener à être autonomes que de dépendre de l'extérieur ou des hommes. La réduction des inégalités est plus particulièrement liée aux avoirs. On ne peut pas aller en guerre sans moyens matériels et financiers.

**Le savoir et le savoir-faire :** En disposant du savoir et du savoir-faire, les mouvements sociaux pourront réduire les inégalités qui les rongent grâce à la compétence et à l'apprentissage. Les associations pourront apporter des jugements de valeur, de savoir interpréter, formuler les besoins pour la communauté dont elles luttent pour. Elles pourront comprendre les enjeux dans les questions politiques grâce à la formation. Les enjeux sur les marchés seront mieux étudiés afin de



combattre les spéculations. Les enjeux par rapport au genre seront mieux combattus afin de combattre les inégalités qui existent au sein de ces mouvements.

**Le vouloir :** Vouloir c'est pouvoir alors si le vouloir intègre réellement les mouvements sociaux la réduction des inégalités est possible grâce à l'engagement des femmes au sein des mouvements en tant que vraie actrice pour le changement.

**Le pouvoir :** La réduction des inégalités grâce aux mouvements sociaux peut se faire par le renforcement des capacités organisationnelles, l'influence sur les institutions, les lobbying, les négociations avec une attention particulière sur la présence et la participation au moment des prises des décisions.

## **VIII Vers une nouvelle orientation de lutte contre les inégalités**

### **Les TIC au sein des mouvements sociaux**

Avec l'avènement des Nouvelles Technologies de la Communication, les mouvements sociaux mixtes ou pas doivent saisir l'opportunité qu'offre les TIC. Mais on remarque que cette chance offerte par les TIC n'est pas utilisée à sa juste valeur par les mouvements féminins en Afrique. Nous sommes à l'heure de l'Internet et nous ne pouvons pas parler de l'intégration du genre dans les mouvements sociaux sans l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication qui est un indicateur sûr pour mesurer l'intégration. Les TIC sont indéniablement un outil sûr de développement de nos jours. Elles peuvent contribuer efficacement à faire avancer la lutte contre les inégalités des sexes en Afrique mais jouent-elles réellement ce rôle ? Les femmes en font-elles bon usage ? Pourquoi les femmes africaines au sud du Sahara n'utilisent pas beaucoup les TIC ? Autant de questions posées mais qui resteront sans réponse. La gestion de l'information est fondamentale pour les organisations féministes pour les actions politiques quotidiennes. Les TIC sont fondamentales dans les quatre aspects définis plus haut. Non seulement elles peuvent influencer le changement social et réduire les inégalités mais, elles sont essentielles aussi pour l'éducation et la mobilisation des personnes dans la lutte contre les inégalités et les préjugés de la société qui portent préjudice aux femmes. Ils peuvent aussi jouer un rôle crucial pour renverser les institutions sociales de forme patriarcale et promouvoir l'égalité des sexes et l'affirmation du rôle des femmes dans les mouvements sociaux. Faisons en bon usage et nous verrons les résultats.

## **IX Conclusion**

Il convient de noter combien la prise en compte du genre est indispensable pour comprendre comment se perpétuent les inégalités que ce soit dans le cadre de l'avoir savoir et savoir-faire du vouloir et du pouvoir. La notion de prise en compte du genre dans les mouvements sociaux doit toucher plus l'Afrique car sous d'autres cieux, au prix de lutte acharnée, les femmes ont pu remporter des batailles contre les inégalités dont elles sont victimes. En Afrique bien que la lutte fût enclenchée, le chemin est encore long. La prise en compte du genre dans les mouvements sociaux doit se faire grâce à une puissance de taille de nos jours qui sont les TIC. Si aujourd'hui sous d'autres cieux le pari est presque gagné, c'est que la gestion et le partage de l'information a été capital dans les mouvements sociaux, la mobilisation effective, la prise de conscience efficace. La potentialité existe mais il faut savoir seulement en faire bon usage et le tour est joué.